



## POUR CONTROLER LE CHAUFFAGE DE LA PLANÈTE – ZÉRO DÉFORESTATION

### TITRE LES TERRES DE QUILOMBOLA EST ZÉRO DÉFORESTATION

À partir du 1er novembre 2021, gouvernements et société civile se réuniront à Glasgow, au Royaume-Uni, pour la 26e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 26), dont le principal débat est la décarbonation de la planète par la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'existence de la COP 26 confirme que la crise climatique est déjà une réalité. Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), de 2021, était définitif en affirmant qu'il n'y avait plus de doute sur le rôle de l'humanité dans les impacts du changement climatique. Par ailleurs, une étude qui vient d'être publiée dans la revue Nature Climate Change met en évidence comment la crise climatique affecte déjà 85 % de la population mondiale.

Parallèlement à la pandémie de Covid-19, les dernières années ont mis en évidence l'urgence climatique et la recrudescence du racisme dans le monde et au Brésil. Les préoccupations concernant les événements climatiques à plus grande échelle et leurs impacts sur la vie humaine n'ont jamais été aussi grandes. Et le **COALITION NOIRE POUR LES DROITS**, une articulation qui rassemble environ 250 organisations, mouvements sociaux de base et chercheurs noirs au Brésil ont dénoncé et continuent en lutte constante contre le génocide de la population noire, que ce soit en ville ou à la campagne, défendant le noir terres, territoires et territorialités comme espaces de vie environnementale et humaine, luttant ainsi contre le racisme environnemental.

Le débat fondamental sur le racisme environnemental n'est toujours pas largement accepté, ou nié, par les mouvements écologistes au Brésil, ainsi que la nécessité de racialiser les politiques environnementales publiques. En conséquence, nous avons un manque de sécurité environnementale dans les territoires urbains et ruraux à majorité noire, impactés par les expropriations, la pollution de l'eau et de l'air, les phénomènes météorologiques extrêmes, l'habitation dans les zones à risque, le déversement de déchets, le manque d'accès aux services d'assainissement, impacté par les inondations, les glissements de terrain, les maladies d'origine hydrique, entre autres.

La crise climatique est aussi humaine et a un impact direct sur la vie des populations noires, quilombolas et peuples autochtones. Au Brésil, la majorité de la population est noire et représente aujourd'hui 56% de la population (IBGE, 2020). Nier le racisme environnemental, c'est nier que l'État brésilien est raciste, c'est nier la réalité de la vie à la périphérie des grandes villes, l'augmentation de la faim, c'est nier la violation des droits constitutionnels contre les communautés, les territoires quilombolas et les terres indigènes, c'est nier à l'histoire l'urbanisation du pays et ses profondes inégalités territoriales.

Le gouvernement du Brésil a violé les lois et les codes environnementaux et le résultat a été une augmentation de la déforestation des forêts de l'Amazonie, du Cerrado, de la Caatinga, de la Forêt Atlantique et du Pantanal. Dans le cas de l'Amazonie, la forêt, les peuples autochtones et les communautés quilombolas ont été touchés par la déforestation et les activités criminelles de

l'exploitation minière légale et illégale. Des actions criminelles s'ajoutent aux incendies légaux et illégaux à grande échelle dans les régions du Nord, du Centre-ouest et du Nord-Est, affectant les territoires des peuples et communautés traditionnels. De plus, historiquement, ce sont les régions où le plus de militants des droits humains, de peuples autochtones, de quilombolas et d'écologistes dans la lutte pour la défense de la terre, de l'eau, des forêts et des territoires sont assassinés.

Dans l'espace urbain, l'effet sur la vie de la population noire a été l'inégalité urbaine promue par les « plans directeurs » (sans large participation sociale et formulés pour garantir les intérêts des grands capitalistes urbains) qui, au cours des 20 dernières années de le Statut des Villes, a rendu les villes violentes et criminelles pour la vie environnementale, sociale, culturelle et économique des noirs. L'urbanisme est un racisme environnemental dans la perversité vue et ressentie dans les espaces criminalisés (population densément noire) géographiquement (agglomérations subnormales) : les bidonvilles, les faubourgs, les plaines, les collines, les vallées et les pilotis.

Nous faisons nôtres les mots de Lélia González, en 1984 : « De la 'grande maison' et du manoir aux belles bâtisses et demeures actuelles, le critère a été le même: la division raciale de l'espace ».

Le manque d'eau (très indispensable pour tout le monde) aux robinets fait partie d'une catastrophe quotidienne en banlieue. Le non-approvisionnement des maisons en périphérie n'est pas limité à des périodes précises de l'année, il se produit tous les jours afin que les espaces non criminalisés (population densément blanche) aient de l'eau à disposition. Les populations périphériques vivent avec un manque d'eau. Des enfants meurent au bord des ruisseaux dans les inondations, des familles perdent des maisons construites dans des zones à risques, au bord des barrages, dans des vallées, sur des pentes faute d'accès au foncier urbain pour se loger en sécurité urbaine.

Il convient de souligner que la définition du concept de racisme environnemental est soutenue par la reconnaissance de l'État racial et une action institutionnelle délibérée qui entraîne une exposition disproportionnée des populations noires et autochtones, les maintenant en permanence dans des conditions de vulnérabilité. Même face à la pression croissante des mouvements noirs du monde entier pour reconnaître la dimension raciale de la crise climatique, le gouvernement fédéral a donné des contours racistes au débat urgent sur la survie de la planète et des personnes les plus vulnérables: les femmes et les enfants brésiliens femmes noires et indigènes.

Les périphéries résistent et vivent, mais les administrations publiques et privées – les capitalistes à orientation raciale – continuent d'opérer dans la logique de « le dépotoir », telle que formulée par Carolina Maria de Jesus.

La position du gouvernement actuel et du président de la République élu en 2018 suit la même, symbolisée par le discours de mi-2017, lorsque le pré-candidat à la présidence de l'époque, après avoir visité un quilombo, à l'intérieur de São Paulo, a déclaré lors d'un événement du Clube Hebraica à Rio de Janeiro que « le plus léger des Afro-descendants là-bas pesait sept arrobas. Ne fais rien! Je pense qu'ils ne sont même plus bons pour la reproduction. Plus de 1 milliard de R\$ par an sont dépensés (sic) avec eux », (les noirs auraient la même catégorie de mesure de poids que les animaux comme les bœufs ou les chevaux, ce qui déshumanise cette population). En tant que président élu, en mars 2020, Bolsonaro a déclaré que son gouvernement ne délimiterait aucune terre de quilombola, bien qu'il s'agisse d'un droit garanti par la Constitution fédérale de 1988, qui a eu 33 ans le 05/10/2021.

Avec le gouvernement du président Jair Bolsonaro, le Brésil est entré dans un retard de dix ans en ce qui concerne la certification des communautés Quilombola, et en ce qui concerne le titre, si la référence est la période de 2003 à 2015, il y a un retard de 20 ans à dépasser. dans l'Agenda 2030 pour le développement durable (approuvé comme une ambition par la société brésilienne en tant que pacte post-COP 26). D'ici 2030, le Brésil doit achever 1 486 (mille quatre cent quatre-vingt-six) processus d'attribution de titres de propriété quilombolas dans les régions du Nord, du Nord-Est, du Sud-Est et du Centre-Ouest, ouverts à l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA), pour régularisation foncière par les gouvernements fédéral et/ou étatiques (INCRA, 2019).

Entre 1995 et 2021, seuls 137 territoires quilombolas étaient entièrement titrés par l'INCRA et les agences foncières de l'État. Ajoutés aux 52 territoires quilombolas partiellement titrés, il y a 189 (cent quatre-vingt-neuf) territoires avec régularisation de titre foncier, ce qui représente 13% de tous les processus de titrage foncier ouverts dans le pays (COMISSÃO PRO-ÍNDIO SÃO PAULO, 2021 / Commission pro-Indien, São Paulo, 2021).

Quant aux certificats d'auto-reconnaissance des quilombolas, il existe aujourd'hui plus de trois mille communautés quilombolas au Brésil, selon la Fondation Palmares (2021), une institution dont la présidence actuelle nie les droits de la population noire quilombola et a détruit la mémoire et patrimoine afro-brésilien.

Pour autant, la COALITION NOIRE POUR LES DROITS, une articulation qui rassemble environ 250 organisations, collectifs et entités du mouvement noir et antiraciste de tout le Brésil, agira en influence avec les autres organisations du mouvement noir présentes à la 26e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 26) contre le racisme environnemental, en réduisant le réchauffement climatique, zéro déforestation dans les forêts amazoniennes, du Cerrado, de la forêt atlantique et de la Caatinga brésilienne et en défendant le titre des terres et territoires quilombolas.

Lors de cette COP 26, le mouvement noir brésilien sera représenté par la délégation de délégués quilombolas, activistes, militants et chercheurs pour le rendez-vous le plus important sur le climat de la planète au 21ème siècle, après l'Accord de Paris (2015). Ce sera l'occasion de revendiquer des solutions à l'urgence climatique qui priorisent la lutte contre le racisme environnemental, les inégalités raciales, de genre et sociales, avec l'urgence dont la planète a besoin! Plus que jamais, de réelles ambitions de contribution déterminée au niveau national (CDN) seront nécessaires pour réduire le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre (GES), comme la course mondiale au zéro carbone, l'approbation de l'article 6 de l'Accord de Paris et les 100 milliards de dollars a année d'investissement dans les pays en développement ont le devoir éthique et humanitaire de produire la justice climatique et la justice raciale.

La COP 26 doit être ambitieuse et réaliste dans ses propositions pour lutter contre le changement climatique. Les pays développés doivent assumer leur responsabilité pour la carbonisation non durable de la planète, ainsi que pour les inégalités qu'elle a produites au cours des 200 dernières années. Et la réponse collective des pays en développement et des pays pauvres doit pour l'essentiel passer par l'adaptation et l'atténuation des effets et des impacts du changement climatique dans les villes et les zones rurales. Les siècles de déni du changement climatique par les pays du Nord ont un impact sur la vie des habitants des pays du Sud.

**Les pays en développement et les pays pauvres ne peuvent redevenir des colonies et être à nouveau impactés par la nouvelle industrialisation «zéro carbone». Il est temps d'arrêter de s'inquiéter des pertes de profits des sociétés transnationales. Les vies ne peuvent pas être mesurées par la croissance économique des mêmes économies qui n'ont pas agi de manière humanitaire pour sauver plus de 4 millions de vies avec la pandémie de Covid-19. La plupart des décès seraient évitables dans le Nord et les pays du Sud s'ils n'étaient pas dans une extrême vulnérabilité sociale et environnementale.**

Il est urgent d'envisager d'autres modèles de développement, d'autres manières de bien vivre en société (devise politique de la Marche des Femmes Noires) qui reconnectent les relations humaines et leur constitution dans la nature. Il est nécessaire de considérer la connaissance des peuples dans leur nature dans les pays du Sud, en particulier les différentes voix des femmes, les voix des jeunes, les quilombolas, les peuples autochtones et les populations diasporiques noires périphériques.

**Le racisme environnemental affecte et viole les droits de ceux qui ont le moins contribué à la crise climatique et humanitaire!**

Avec le changement climatique, nous devons mettre fin au colonialisme et à ses modulations dans le présent, c'est pourquoi il est urgent de reconnaître et de prioriser la lutte contre le racisme environnemental et les inégalités raciales, de genre et sociales pour réaliser les ambitions de la NDC qui seront convenues par les États, les gouvernements et les sociétés à la COP 26. Continuer à nier les structures du racisme, c'est nier aux peuples et aux générations humaines le droit de bien vivre sur la planète Terre.

# COALITION NOIRE POUR LES DROITS

1. ABPN – Associação Brasileira de Pesquisadores/as Negros/as – Nacional
2. Abong – Associação Brasileira de ONGs
3. AfirmAção Rede de Cursinhos Populares – ES
4. Africanamente Centro de Pesquisa Resgatar Preservação de Tradições Afrodescendentes – RS
5. Afrikan Power
6. Afro-Gabinete de Articulação Institucional e Jurídica – BA
7. AIABA – Associação Interdisciplinar Afro-Brasileira e Africana – PR
8. ALAGBARA – Articulação de Mulheres Negras e Quilombolas do Tocantins
9. Alma Preta – SP
10. Amparar – Associação de Amigos e Familiares de Presos – SP
11. ANEPE – Articulação Negra de Pernambuco
12. APN's – Agentes de Pastoral Negros – Nacional
13. Articulação Nacional de Negras Jovens Feministas – ANJF – RJ
14. Associação Beneficente Marina Mercez – Ilê Ase Oju Ewe
15. Associação Carnavalesca Bloco Afro Olodum
16. Associação de Amigos e Familiares de Pessoas em Privação de Liberdade – MG
17. Associação de Capoeira Motta e Cultura Afro
18. Associação de Consciência Negra Quilombo
19. Associação de Mulheres – AQUALTUNE
20. Associação de Mulheres Mãe Venina do Quilombo do Curiaú – AP
21. Associação de Mulheres Negras do Acre e seus apoiadores
22. Associação de Sambistas, Terreiros e Comunidades de Samba do Estado de São Paulo – ASTEC
23. Atinuké – Coletivo sobre o pensamento de Mulheres Negras – RS
24. Banda Afro Zumbi
25. Bloco Arrasta-Bloco de Favela – MG
26. Casa das Pretas – RJ
27. Casa do Hip Hop Taquaril – SP
28. Casa Sueli Carneiro
29. CCRIA-LO Comunidade da Compreensão e Restauração Ilê Asé Logun Ede – SP
30. CCRIAS – SP
31. CEAP – Centro de Articulação de Populações Marginalizadas – RJ
32. CECUNE – Centro Ecumênico de Cultura Negra – RS
33. CEDENPA – Centro de Estudos e Defesa do Negro do Pará
34. CEERT – Centro de Estudos das Relações de Trabalho e Desigualdades
35. Centro de Cultura Negra do Maranhão
36. Centro de Formação do(a) Negro(a) da Transamazônica e Xingu – PA
37. Círculo Palmarino – SP
38. CNAB – Congresso Nacional Afro-Brasileiro
39. Coletivo Afroencantamento
40. Coletivo Black Divas
41. Coletivo de Estudantes Negrxs da UFF – RJ
42. Coletivo de Juventude Negra Cara Preta – PE
43. Coletivo de Mães e Familiares de Vítimas do Terrorismo do Estado – BA
44. Coletivo de Mulheres Negras Maria Maria de Altamira Pará
45. Coletivo Leste Negra
46. Coletivo Luisa Mahin – RJ
47. Coletivo Luiza Bairros – BA
48. Coletivo Mulheres Negras Mãe Terra de Angra dos Reis
49. Coletivo Nacional de Juventude Negra – ENEGRECER
50. Coletivo NegraSô – Coletivo de alunos negros da PUC-SP
51. Coletivo Negro Dandara – UNESP/Assis SP
52. Coletivo Negro de Poços de Caldas
53. Coletivo Negro Kimpa – Unesp Bauru SP
54. Coletivo Negro Universitário UFMT – MT
55. Coletivo Nuvem Negra – RJ
56. Coletivo OuTro Preto
57. Coletivo Quilombo do Arruda
58. Coletivo Raízes do Baobá Negras e Negros Jaú- SP
59. Coletivo Sapato Preto Lésbicas Negras da Amazônia
60. COMUNEMA – Mulheres Negras Maria Maria – PA
61. Comunidade Cultural Quilombaque – SP
62. Comunidade das Águas que se Renovam CAREOS – SP
63. Comunidade de Roda de Samba Pagode NA Disciplina – SP
64. Comunidade Samba Maria Cursi
65. Comunidade Terreiro Ilê Asé Iyemonja Omi Olodo – RS
66. Comunidade Terreiro Ilê Aşé Omiojuaro – RJ
67. Comunidade Tradicional de Terreiro Ylê Axé de Yansã
68. CONAQ – Coordenação Nacional de Articulação das Comunidades Negras Rurais Quilombolas – Nacional
69. Conselho do Povo de Terreiro do Estado do RS
70. CRENLEGO – Centro de Referência Negra Lélia Gonzales – GO
71. CRIOLA – RJ
72. CUXI – Coletivo Negro Evangélico
73. Diaspora Black
74. DNBR – Designers Negres no Brasil
75. Educafro – Educação e Cidadania de Afrodescendentes e Carentes – Nacional
76. ENAR – European Network Against Racism – UE
77. Fórum de Mulheres Negras de Mato Grosso – MT
78. Fórum de Performances Negras do Rio de Janeiro
79. Fórum Formação Política de Mulheres Negras Marielle

- Franco – BA (Fórum Marielles de Salvador)
80. Fórum Nacional de Mulheres Negras
  81. Fórum Nacional de Performance Negra – RJ
  82. Fórum Nacional de Travestis e Transexuais Negras e Negros – FONATRANS
  83. Fórum Permanente das Entidades do Movimento Negro MS
  84. Frente de Mulheres Negras do DF e Entorno
  85. Frente Favela Brasil – Nacional
  86. Frente Nacional de Mulheres do Funk – SP
  87. Frente Nacional Makota Valdina – BA
  88. Geledés – SP
  89. Grupo de Estudos AFETO – Africanidades e Feminismos: Educação e Terapia Ocupacional
  90. Grupo de Estudos Sobre Feminismos Negros Marielle Franco – São Luis
  91. Grupo Trabalho Estudos Zumbi – TEZ
  92. Guarany Feminino Esporte Clube Quilombola
  93. IARA – Instituto de Advocacia Racial e Ambiental
  94. IBD – Instituto Brasileiro de Diversidade – SP
  95. IDAFRO – Instituto de Defesa dos Direitos das Religiões de Afrobrasileiras
  96. IPAD BRASIL – Instituto de Pesquisa da Afrodescendência
  97. Ilê Ase Omi Ewé Ajase e Caboclo Folha Verde – SP
  98. Ilê Aşę Omiojuaro – RJ
  99. Ilê Asé Oya Mesan Orum – SP
  100. Ilê Àse Ti Tóbi òyá Àfin Òsùn Alákétu – PR
  102. Ilê òyá Ódò Àse Aláàfin Òyó – Coletivo Acaçá Axé Odo
  103. Ilê Obá Ketu Axé Omi Nlá – SP
  104. Ilê Qdę Maroketu Àę Qba – SP
  105. Ilê Omolu Oxum – RJ
  106. Ilê Qyá Toningebé Fàrà Gèngbèlé – SP
  107. IMUNE – Instituto de Mulheres Negras – MT
  108. Innpd – Iniciativa Negra por Uma Nova Política Sobre Drogas – Nacional
  109. Instituto Afro Cultural da Amazônia
  110. Instituto Afrolatinas – DF
  111. Instituto AMMA Psique e Negritude – SP
  112. Instituto Búzios – BA
  113. Instituto Búzios – RJ
  114. Instituto de Defesa da População Negra
  115. Instituto de Mulheres Negras do Amapá
  116. Instituto de Referência Negra Peregrum – SP
  117. Instituto do Negro Padre Batista – INPB
  118. Instituto Equânime Afro Brasil – SP
  119. Instituto Luiza Mahin – ILUMA
  120. Instituto Mancala
  121. Instituto Marielle Franco – RJ
  122. Instituto Nangetu de Tradição Afro e Desenvolvimento Social – PA
  123. Instituto Negro é Lindo
  124. Instituto Omolara Brasil – SP
  125. Instituto Steve Biko – BA
  126. IPEAFRO – Instituto de Pesquisas e Estudos Afro-Brasileiros
  127. IROHIN – Centro de Documentação, Comunicação e Memória Afro Brasileira – BA
  128. Jornalistas Pretos
  129. Kombativa – Cooperativa Social Latinoamericana de Direitos Humanos – SP
  130. Kwe Ceja Togun Hunde – SP
  131. MABE – Movimento dos Atingidos pela Base Espacial de Alcântara – MA
  132. Mahin Organização de Mulheres Negras – BA
  133. Maracatu Ventos de Ouro
  134. Marcha das Mulheres Negras de São Paulo
  135. Marcha do Orgulho Crespo Ldna e Região
  136. Maria Mulher Organização de Mulheres Negras
  137. MNU – Movimento Negro Unificado – Nacional
  138. Mocambo – Movimento Afrodescendente do Pará
  139. MOVIDADE – Movimento Democrático Afrodescendente pela Igualdade e Equidade Racial
  140. Movimentação Juventude Negra Política
  141. Movimento de Jovens Negros e Periféricos de Moju
  142. Movimento Negro Evangélico – PE
  143. Movimento Ser Ògá – SP
  144. MPP – Movimento de Pescador e Pescadora de Ilha de Maré – BA
  145. Mulheres de Axé do Brasil – MG
  146. NEGRA – Núcleo de Estudos sobre Gênero, Raça, e Africanidades (IFG)
  147. NESEN/UFF – Núcleo de Estudos sobre Saúde e Etnia Negra/Universidade Federal Fluminense
  148. Nós Temos Um Sonho – #NTUS – MG
  149. Núcleo de Estudantes Negres de Ciências Sociais da Universidade Federal Fluminense
  150. Núcleo de Estudos Africanos e Afro-brasileiros – NEAB/UFABC SP
  151. Núcleo Estadual de Mulheres Negras do Espírito Santo
  152. Ocupação Cultural Jeholu – SP
  153. ONDJANGO – Núcleo de Estudos Afro-Brasileiros – RJ
  154. Organização de Mulheres Negras Ativas – MG
  155. Organização Luiza Mahin – BA
  156. Os Crespos – SP
  157. Ponto de Cultura Rádio Capoeira
  158. Pretas em Movimento – MG
  159. Pretaria.Org | Coletivo Pretaria
  160. Pretas Paridas de Amazônia
  161. Pré-Vestibular Popular +Nos – RJ
  162. Pretos no Direito
  163. Proceso de Comunidades Negras en Colombia

164. PVNC – Pré-Vestibular para Negros e Carentes – RJ
165. Quilombo Ciência
166. Quilombo PCD
167. Quilombo Rio dos Macacos – BA
168. Rede de Historiadorxs Negrxs – Nacional
169. Rede de Mulheres de Terreiro da Bahia
170. Rede de Mulheres Negras – PA
172. Rede de Mulheres Negras – PR
173. Rede de Mulheres Negras de Alagoas
174. Rede de Mulheres Negras de Pernambuco
175. Rede Nacional de Negras e Negros LGBT
176. Rede Nacional da Promoção e Controle da Saúde de Lésbicas Bissexuais Transexuais Negras – REDE SAPATA
177. Rede Ubuntu de Educação Popular – SP
178. RENAFRO – Rede Nacional de Religiões Afro Brasileiras e Saúde – Nacional
179. SANKOFa
180. Sociedade Protetora dos Desvalidos – SPD – BA
181. Sotrayoruba
182. Terreiro do Cobre – BA
183. Toco Filmes – SP
184. UBUNTU – Baixo Tocantins/PA
185. UBUNTUFF-Coletivo de estudantes pretas e pretos da UFF Angra dos Reis
186. UNEafro Brasil – Nacional
187. UNEGRO – União de Negros pela Igualdade – Nacional
188. Afronte – SP
189. Akanni – Instituto de Pesquisa e Assessoria em Direitos Humanos, Gênero, Raça e Etnias – RS
190. Assessoria Popular Maria Felipa – MG
191. Associação Franciscana de Defesa de Direitos e Formação Popular – SP
192. Associação Projetos Integrados de Desenv. Sustentável – PIDS (NUDDH infância e juventude) – SP
193. Associação Recreativa e Cultural Afro Nação das Almas de Angola José Pilintra da Lapa
194. Centro de Atividades Culturais Econômicas e Sociais (CACES) – RJ
195. Centro de Cultura e Direitos Humanos – SP
196. Cia dos Comuns – RJ
197. Cia Passinho Carioca – RJ
198. Clínica de Direitos Humanos Luiz Gama
199. Coletivo 4 de Novembro – BA
200. Coletivo Amazônico LesBiTrans – PA
201. Coletivo Feminista Classista Maria vai com as Outras
202. Conectas Direitos Humanos
203. Cooperifa – SP
204. Consciência em Movimento
205. CPP – Conselho Pastoral dos Pescadores – BA
206. Cursinho Popular Risoflora – ES
207. Eu Sou Fruto de Favela – PE
208. Federação e Instituto Cultural de São Benedito
209. Federação Nacional das Trabalhadoras Domésticas – FENATRAD – Nacional
210. Frente de Evangélicos Pelo Estado Democrático de Direito – Nacional
211. GAJOP – Gabinete de Assessoria Jurídica às Organizações Populares – PE
212. Grupo de Mulheres Felipa de Sousa
213. IDEAS – Assessoria Popular – BA
214. Iniciativa Direito à Memória e Justiça Racial – RJ
215. Instituto Aromeiazero
216. Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas
217. Instituto Bamburusema de Cultura Afro Amazônica (IBAMCA) – PA
218. Instituto de Pensamentos e Ações para Defesa da Democracia
219. Justiça Global
220. Mães de Maio – SP
221. Movimenta Caxias – RJ
222. Movimento de Mulheres do Campo e da Cidade do Pará – MMCC/PA
223. Movimento Moleque – RJ
224. PerifaConnection – RJ
225. Projeto Meninos e Meninas de Rua
226. Rede Bragantina de Economia Solidária – PA
227. Rede de Comunidades e Movimentos Contra a Violência – RJ
228. Rede de Proteção e resistência ao Genocídio – SP
229. Rede Nacional de Feministas Antiproibicionistas
230. Rede Urbana de Ações Socioculturais – DF
231. RUA – Juventude Anticapitalista
232. Serviço Franciscano de Solidariedade – SEFRAS
233. Voz da Baixada – RJ
234. IYALETA - Pesquisa, Ciência e Humanidades.
235. Nuestra America Verde
237. Rede Jornalistas das Periferias
238. Frente Preta Uk
239. Instituto Ayíka
240. Frente Antirracista do Fridays for Future
241. ISER - Instituto de Estudos da Religião